



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]  
Courriel : [REDACTED]

Réf. : [REDACTED]

Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD D'AUBIN  
11 RUE DESLHENS  
12110 AUBIN

Date : jeudi 18 juillet 2024

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire  
Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des prescriptions maintenues et des recommandations retenues.

**V/Réf :** Votre courrier reçu par mail le 9 juillet 2024

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressé le 12 juin 2024, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise les prescriptions maintenues (**trois**) avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de La Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Didier JAFFRE





**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**



**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives**  
**Tableau des remarques et des recommandations retenues**  
**Contrôle sur pièces de l'EHPAD « D'AUBIN » (12)**

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues**

<b>Ecart (4)</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)</b>	<b>Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire</b>	<b>Réponse de l'établissement</b>	<b>Décision du Directeur Général de l'ARS</b>
<b>Ecart 1 :</b> La mission constate, au jour du contrôle, que la structure ne dispose pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans, ce qui contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	Art. L.311-8 du CASF D311-38-3 et 4 du CASF	<b>Prescription 1 :</b> Actualiser le projet d'établissement et le transmettre à l'ARS.	<b>Délai :</b> Effectivité 2024		<b>Prescription n°1 :</b> <b>Maintenue</b>  Jusqu'à transmission du projet d'établissement, en cours d'actualisation, finalisé.  <b>Délai :</b> Fin 2024
<b>Ecart 2 :</b> La réglementation prévoit pour la capacité de 48 places autorisées, un ETP de 0,40 médecin coordonnateur. L'établissement déclare un ETP de  , ce qui contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<b>Prescription 2 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.	<b>Délai :</b> Effectivité 2024		<b>Prescription n°2 :</b> <b>Levée</b>
<b>Ecart 3 :</b> La structure déclare que le projet d'établissement ne comprend	D.311-38-5 du CASF	<b>Prescription 3 :</b> Actualiser le projet d'établissement en y	<b>Délai :</b> Effectivité 2024		<b>Prescription n° 3 :</b> <b>Maintenue</b>

pas un volet projet général de soins décrivant les besoins de la population accueillie, les objectifs fixés pour améliorer la qualité et la sécurité des soins,	Art. L.311-8 du CASF	intégrant le volet projet général de soins.			Jusqu'à transmission du nouveau projet d'établissement incluant le volet projet de soins  <b>Délai : Fin 2024</b>
<b>Ecart 4 :</b> La mission constate au jour du contrôle que la structure ne dispose pas d'une convention avec une pharmacie d'officine, ce qui contrevient à l'article L5126-10 du CSP	Art. L.5126-10 II du CSP	<b>Prescription 4 :</b> La structure est invitée à finaliser la convention en cours de mise en place avec une pharmacie de ville. Transmettre la convention à l'ARS.	<b>Délai : 6 mois</b>		<b>Prescription n°4 : Maintenue</b>  Jusqu'à transmission de la convention finalisée.  <b>Délai : Fin 2024</b>

### Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarques (2)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1 :</b> Les plans de formation transmis ne comportent pas d'inscription à la formation d'aide-soignante ou VAE pour les AS « faisant fonction ».		<b>Recommandation 1 :</b> Bien vouloir inscrire les aides-soignants « faisant fonction » dans les plans de formation ou VAE.	<b>Délai :</b> Effectivité 2024	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<b>Recommandation n°1 : Levée</b>
<b>Remarque 2 :</b> La structure déclare ne pas avoir de procédure de prévention du risque iatrogénie.		<b>Recommandation 2 :</b> La structure est invitée à élaborer et mettre en œuvre une procédure de prévention du risque iatrogénie. Transmettre la procédure à l'ARS.	<b>Délai :</b> 6 mois	<div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div>	<b>Recommandation n°2 : Levée</b>